



Document d'information pour les médias

UN INVESTISSEMENT PRESSANT DANS L'INFRASTRUCTURE EST LA CLÉ DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE ET DE LA CRÉATION D'EMPLOIS DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS ET DU SAINT-LAURENT

Pourquoi investir dans les villes vertes de la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent?

- Selon le *Brookings Institution*, la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent est la deuxième économie régionale en importance à l'échelle mondiale. L'investissement dans cette région favorisera la relance économique à l'échelle nationale, dans les deux pays.
- La région des Grands Lacs et du Saint-Laurent compte 40 millions de Canadiens et d'Américains y vivant. Le Québec et l'Ontario, ainsi que les huit États des Grands Lacs, représentent 58 pour cent et 28 pour cent du produit intérieur brut (PIB) du Canada et des États-Unis, respectivement, équivalant à une économie régionale d'une valeur de plus de 4 billions de dollars.
- Le système des Grands Lacs et du Saint-Laurent est la source la plus importante d'eau douce potable non seulement en Amérique du Nord, mais à l'échelle mondiale, et il est estimé qu'il contient 20 pour cent des ressources en eau douce du monde entier. Alors que les ressources hydriques continuent de s'épuiser dans d'autres parties du monde, la région deviendra un endroit de plus en plus attrayant où vivre et faire affaires.
- Avec une assise manufacturière en déclin et un milieu de la recherche robuste, la région a, à sa disposition, une main-d'œuvre formée et la capacité novatrice de se transformer en chef de file à l'échelle mondiale en matière de développement et de mise en œuvre de technologies vertes et d'infrastructures publiques durables sur le plan de l'environnement. L'arrivée rapide d'une série de mesures de relance économique, au Canada et aux États-Unis, pourrait servir de catalyseur pour cette transformation.
- L'investissement dans l'infrastructure publique donne des effets directs et immédiats, créant des emplois et donnant lieu à d'autres avantages dérivés. Chaque année, les municipalités dressent soigneusement le plan de nombreux projets d'infrastructure. Un stimulant économique permettra à ces projets d'aller de l'avant sans tarder. Les municipalités sont des gestionnaires chevronnés des ressources de trésorerie. La loi exige que les gouvernements municipaux n'affichent pas de déficit.



Que devrait être l'ampleur de l'investissement en vue de la relance économique dans la région?

- Le Fonds monétaire international (FMI) a fait appel aux gouvernements pour l'investissement de l'équivalent de deux pour cent du PIB dans leurs économies en vue de stimuler la relance économique.
- Pour l'économie régionale des Grands Lacs et du Saint-Laurent au Canada et aux États-Unis, ceci équivaldrait à des investissements d'une valeur approximative de 86 milliards de dollars (2 pour cent d'une économie régionale d'environ 4,3 billions de dollars). Ceci représente enfin un investissement d'environ 15 milliards de dollars en Ontario et au Québec et d'environ 71 milliards de dollars dans les États entourant les Grands Lacs.
- Le *Brookings Institution* a calculé que le rendement sur l'investissement dans la protection et la restauration des Grands Lacs serait d'au moins 2 pour 1
- Le gouvernement fédéral canadien s'est engagé à accélérer le financement actuel de l'infrastructure qui, jumelé à des investissements équivalant aux échelles provinciales et municipales, donnerait lieu à un investissement global de 8 milliards de dollars à l'échelle nationale. Il est estimé que chaque tranche d'un milliard de dollars en investissements créera des dizaines de milliers d'emplois.

Quels sont les besoins de la région en matière d'infrastructure?

- Le financement des infrastructures de l'eau, des eaux usées et du transport représente un défi de taille pour les municipalités. L'investissement dans l'infrastructure publique a connu un déclin depuis les trente dernières années alors que les besoins en investissements pour le maintien, l'actualisation et l'expansion des infrastructures continuent de grimper.
- Selon une étude des investissements en 2006 par l'AVGLSL-Commission des Grands Lacs, les gouvernements locaux investissent plus de 15 milliards de dollars annuellement pour la protection et la restauration de la ressource des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Les investissements des États, provinciaux et fédéraux se situent à moins de dix pour cent de ce qu'investissent les gouvernements locaux.
- Malgré cet énorme investissement annuel par les municipalités, les besoins n'arrivent pas à être comblés. L'*US Environmental Protection Agency* estime que le déficit lié à l'infrastructure des eaux usées, aux États-Unis, se situe à 200 milliards de dollars par année à l'échelle nationale, dont un déficit de 73 milliards de dollars dans les huit États des Grands Lacs à eux seuls. Au

177 North State Street, Suite 500, Chicago, Illinois 60601 – (312) 201-4516 tél – (312) 553-4355 téléc 2
www.glslicities.org

Lynn Peterson, mairesse de Thunder Bay, présidente

Richard M. Daley, maire de Chicago, président-fondateur aux États-Unis

David Miller, maire de Toronto, président-fondateur au Canada



Canada, il est estimé que les besoins immédiats en matière d'infrastructure de l'eau à l'échelle nationale se situent à plus de 30 milliards de dollars, selon une récente étude de la Fédération des municipalités canadiennes, avec un plus vaste déficit lié à l'infrastructure de 123 milliards de dollars. Environnement Canada estime que le déficit de l'infrastructure des eaux usées se situe **entre 10 et 20 milliards de dollars** pour les quinze années qui viennent.

Quels sont les types d'investissements pouvant favoriser les villes vertes tout en stimulant la création d'emplois?

En ciblant les investissements de façon stratégique sur l'infrastructure publique en vue de favoriser la durabilité environnementale et la création d'emplois dans la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent, les efforts jumelés des gouvernements du Canada et des États-Unis pourraient donner lieu à des avancées importantes, notamment en :

1. réduisant les débordements des égouts et le ruissellement des eaux de pluie, deux faits principalement liés au changement climatique et à l'activité orageuse accrue, qui contribuent à la pollution des Grands Lacs et du Saint-Laurent;
2. élargissant les transports publics pour réduire la congestion routière et les émissions de gaz à effet de serre et de smog;
3. modernisant les ports et autres centres de transport pour permettre le transfert intermodal des cargaisons en vue de réduire la circulation des camions et hausser l'utilisation de modes de transport plus éconergétiques, notamment le transport ferroviaire et le transport maritime sur les lacs;
4. améliorant l'efficacité énergétique des édifices gouvernementaux par l'entremise de rénovations des édifices actuels et de la conception novatrice des nouveaux édifices;
5. réduisant l'intensité énergétique des systèmes de traitement et de distribution des eaux et des eaux usées par l'entremise de l'optimisation des usines, de mesures visant à réduire la perte d'eau dans les systèmes de distribution, de contrôles des eaux de ruissellement et de mesures dynamiques de conservation des eaux, en vue de réduire dans leur ensemble les quantités d'eau à traiter;
6. élargissant dans une mesure importante les projets liés à l'énergie renouvelable réduisant la dépendance des municipalités à l'égard des sources d'énergie à base de carbone, comme le charbon.

L'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent est une coalition binationale de 60 maires et autres représentants locaux travaillant activement auprès des gouvernements fédéraux, d'État, tribaux, des Premières nations et provinciaux, et auprès d'autres intéressés, pour favoriser la protection, la restauration et la promotion du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. Pour de plus amples renseignements, veuillez visiter notre site Web à l'adresse www.glslcities.org.

177 North State Street, Suite 500, Chicago, Illinois 60601 – (312) 201-4516 tél – (312) 553-4355 téléc 3
www.glslcities.org

Lynn Peterson, mairesse de Thunder Bay, présidente

Richard M. Daley, maire de Chicago, président-fondateur aux États-Unis

David Miller, maire de Toronto, président-fondateur au Canada